ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 16 mai 1978, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur les modalités de paiement des dépenses de l'Etat", a donné le 20 juin 1978 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e mei 1978 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de betalingsmodaliteiten van de Rijksuitgaven", heeft de 20e juni 1978 het volgend advies gegeven :

Le projet soulève les observations suivantes :

PREAMBULE.

La mention de l'avis du Conseil d'Etat au préambule est superflue, puisque l'avis doit être annexé à l'exposé des motifs, conformément à l'article 3 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

DISPOSITIF.

Article 1er.

L'article se borne à énoncer :

"Article 1er.-
La présente loi s'applique aux dépenses effectuées par les services d'administration générale de l'Etat".

Le texte de l'article n'est pas suffisamment précis pour déterminer, de manière exacte, le champ d'application de la loi en projet.

A. Si l'expression "services d'administration générale de l'Etat" désigne certainement des services relevant de la personne juridique que constitue l'Etat, cette expression est susceptible d'avoir, selon le cas, une portée plus ou moins large. C'est seulement l'exposé des motifs qui indique que le champ d'application de la loi en projet se limite aux services d'administration générale de l'Etat visés à l'article 1er, a, de la loi du 28 juin 1963 modifiant

.../...

et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, et qu'il ne s'étend pas aux entreprises d'Etat ni aux services de l'Etat à gestion séparée visés respectivement au b) et au c) du même article. La précision dont il s'agit devrait être introduite dans le texte même de l'article.

B. De même, c'est seulement l'exposé des motifs qui indique que la loi en projet laissera en vigueur les dispositions législatives particulières qui fixent les modalités spéciales pour le paiement de dépenses déterminées de nature diverse.

L'exposé des motifs énumère :

1) les articles 11, 13, 15 et 16 de l'arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935 coordonnant les lois relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Caisse des dépôts et consignations et y apportant des modifications en vertu de la loi du 31 juillet 1934, confirmé par la loi du 4 mai 1936;

2) l'article 9 de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique;

3) les articles 52 et 53 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat.

D'autres modalités spéciales sont notamment fixées par : I) l'article 1er, alinéa 2; II) l'article 15, alinéa 3; III) l'article 16, alinéas 6 à 9 de la loi du 15 mai 1846

.../...

sur la comptabilité de l'Etat, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 14 décembre 1946.

Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat par les fonctionnaires délégués, c'est de manière délibérée que le Gouvernement ne propose pas, dans le projet, de modifications aux dispositions particulières. Dans la pensée du Gouvernement, ces dernières dispositions doivent subsister après l'adoption de la loi en projet jusqu'à ce qu'une loi séparée les adapte aux nécessités nouvelles.

De ce qui précède, il ressort qu'il y a un manque de concordance entre l'exposé des motifs et le texte de la loi en projet.

La seconde limitation du champ d'application du projet qui est indiquée dans l'exposé des motifs devrait, elle aussi, être introduite dans le texte même de l'article 1er.

*

En conclusion des observations faites ci-dessus, le texte suivant est proposé pour l'article 1er.

"Article 1er.-

Sauf dispositions législatives particulières propres au paiement de dépenses déterminées, la présente loi est applicable aux services d'administration générale de l'Etat visés à l'article 1er, a, de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat".

.../...

Article 3.

D'après les renseignements fournis au Conseil d'Etat, le second alinéa de cet article doit se lire comme suit :

"Même après un visa accordé conformément à l'alinéa 1er, points 2 et 3, la Cour des Comptes peut exiger que soit soumise à son visa préalable toute nouvelle dépense ...".

L'exposé des motifs devra être remanié en conséquence.

Article 5.

L'article prévoit la faculté de consentir une ouverture de crédit à un fonctionnaire délégué qui sera autorisé à faire des ordonnancements de dépenses à charge du crédit, mis, sous cette forme, à sa disposition.

En ses alinéas 3 à 5, l'article vise la cas où "les paiements sur crédits ouverts n'ont pas été justifiés dans le délai fixé à l'alinéa 2", c'est-à-dire dans le courant du mois qui suit celui de l'ordonnancement de la dépense. Les dispositions indiquées habilitent la Cour des comptes à prendre des mesures administratives. Elles l'habilitent également à prononcer des "sanctions" à l'égard du fonctionnaire délégué "en retard de justification".

En effet, en ses alinéas 3 à 5, l'article dispose comme suit :

.../...

"...

Lorsque les paiements sur crédits ouverts n'ont pas été justifiés dans le délai fixé à l'alinéa 2, la Cour des comptes peut, après un avertissement, refuser de viser de nouvelles ordonnances d'ouverture de crédit au profit du fonctionnaire délégué en retard de justification.

Elle peut prescrire la production d'office de ces justifications et prononcer, contre le fonctionnaire délégué responsable, les mêmes sanctions que celles prévues par la loi à l'égard des comptables de l'Etat en retard de produire leurs comptes.

Les arrêts rendus par la Cour des comptes en cette matière sont prononcés suivant la procédure prévue pour ces comptables".

*

En énonçant que la Cour des comptes peut "prononcer contre le fonctionnaire délégué responsable, les mêmes sanctions que celles prévues par la loi à l'égard des comptables de l'Etat en retard de produire leurs comptes", l'article 3, alinéa 4, du projet renvoie à l'article 8 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes.

Ledit article 8 est rédigé comme suit :

"Article 8.-

La Cour prononce contre les comptables retardataires, entendus ou dûment appelés, une amende qui n'excède pas la moitié de leurs traitements, remises ou indemnités;

.../...

elle peut provoquer le cas échéant, leur destitution ou suspension.

Quant à ceux qui ne jouissent ni de traitements, ni de remises ou indemnités, la Cour peut prononcer à leur charge une amende qui n'excède pas 2.000,- frs".

L'article 5, alinéa 4, du projet confère donc à la Cour des comptes, le pouvoir d'infliger au fonctionnaire délégué auquel a été faite une ouverture de crédit et, qui tarde à présenter des justifications de paiements, deux espèces de sanctions : 1°) une amende; 2°) une mesure de suspension ou de destitution.

I. La conformité à la Constitution de dispositions attribuant un pouvoir juridictionnel à la Cour des comptes a été examinée dès la discussion du projet devenu la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes (Annales parlementaires - session 1845-1846, séance du 11 mars 1846, pages 940 et suivantes; Ph. QUERTAINMONT. La Cour des comptes et sa mission juridictionnelle, n°s 47 à 68 et nombreuses références doctrinales citées. Bruxelles, Bruylant, 1977). Le législateur a admis la constitutionnalité des dispositions réservant à la Cour des comptes, la mission de statuer par arrêt sur les comptes des comptables et également celle des dispositions confiant à la Cour la mission de leur infliger des sanctions. En faveur de cette solution, on a principalement fait valoir que ces missions sont impliquées par les attributions dont la Cour est chargée, en matière de comptabilité de l'Etat, par l'article 116 de la Constitution.

.../...

Par la loi du 20 juillet 1921 instituant la comptabilité des dépenses engagées, le législateur a également rendu "justiciables de la Cour des comptes", "les ordonnateurs délégués par le Ministre pour l'exécution du budget". La Cour des comptes peut condamner ces ordonnateurs à la réparation du préjudice qu'ils ont causé au Trésor public par "des engagements de crédits qu'ils ont contractés en violation d'une disposition légale quelconque" (Article 18 de la loi du 15 mai 1846, modifié par la loi citée du 20 juillet 1921). En outre, la Cour des comptes, peut infliger auxdits ordonnateurs, une amende qui n'excède pas la moitié de leur traitement, et le cas échéant, provoquer leur suspension ou leur destitution. (Article 9bis inséré dans la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes, par l'article 9 de la loi citée du 20 juillet 1921).

Par l'alinéa 4 que la loi modificative du 31 décembre 1966 a inséré dans l'article 26 de la loi du 28 juin 1963, le législateur a habilité la Cour des comptes à appliquer les sanctions prévues par l'article 8 de la loi du 29 octobre 1846, aux "contrôleurs des engagements" qui n'ont pas transmis dans le délai prescrit, les relevés dont la transmission à la Cour est imposée par la loi.

Il ressort des dispositions citées que, dans la pensée du législateur, l'article 116 de la Constitution permet l'attribution à la Cour des comptes, de pouvoirs juridictionnels fort larges, non seulement à l'égard des comptables au sens strict, mais aussi à l'égard d'autres agents ayant des attributions en matière de comptabilité publique; ces pouvoirs juridictionnels peuvent avoir trait non seulement à la reddition des comptes, mais aussi à d'autres opérations relatives à l'engagement et au paiement des dépenses de l'Etat.

/...

II. L'article 5, alinéa 5 du projet soumet l'instruction, par la Cour des comptes, des causes relatives aux fonctionnaires délégués visés par l'alinéa ler du même article, à la "procédure prévue pour (les) comptables (retardataires)".

Le projet renvoie ainsi incontestablement à l'article 8 et à l'article 9 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes qui, actuellement, sont les seules dispositions déterminant la procédure à suivre devant la Cour des comptes elle-même.

L'article 8 fait mention de ce que les "comptables retardataires" doivent être "entendus ou dûment appelés". Il se borne ainsi à rappeler le principe général du respect du droit de la défense, sans organiser une procédure qui aurait notamment pour objet d'assurer la mise en oeuvre de ce principe général. La loi laisse donc à la Cour, le soin de déterminer la procédure à suivre pour chaque affaire : la Cour doit évidemment respecter les principes généraux de droit applicables à la matière.

Aux termes de l'article 9 de la loi du 29 octobre 1846, "Toute condamnation à des amendes est prononcée sur le réquisitoire du plus jeune des conseillers faisant fonctions du ministère public". Cet article 9 n'est pas applicable préalablement à un arrêt de destitution ou de suspension.

III. Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, l'intention du Gouvernement est d'ouvrir aux ordonnateurs délégués visés par le projet, le pourvoi en cassation prévu par l'article 13 de la loi du 29 octobre 1846.

Cette précision devrait être apportée dans le texte lui-même.

*

* *

Compte tenu des observations qui précèdent, l'article 5 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 5.-

§ 1er. Une ouverture de crédit peut être faite à un fonctionnaire délégué par une ordonnance, soumise au visa préalable de la Cour des comptes.

Les paiements opérés donnent lieu à des ordonnances de régularisation, auxquelles sont jointes les pièces justificatives. Dans le mois qui suit celui de l'ordonnancement de la dépense, les ordonnances et les pièces justificatives sont communiquées à la Cour des comptes pour être soumises au visa de celle-ci.

§ 2. Lorsqu'un fonctionnaire délégué n'a pas justifié, dans le délai fixé par le § 1er, alinéa 2, des paiements opérés sur base d'une ouverture de crédit, la Cour des comptes peut, après un avertissement, décider de refuser le visa pour toutes nouvelles ordonnances d'ouverture de crédit à ce fonctionnaire. La Cour des comptes peut ordonner d'office, à ce dernier, de produire la justification des paiements.

.../...

Dans le cas visé par l'alinéa 1er, la Cour des comptes peut, en outre, appliquer au fonctionnaire délégué, les sanctions prévues, pour les comptables retardataires, par l'article 8 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes. La procédure suivie est conforme aux articles 8 et 9 de cette loi. L'article 13 de la même loi est applicable aux arrêts de la Cour des comptes".

Article 6.

Avec l'accord du délégué du Gouvernement, il est proposé d'écrire, au second alinéa de cet article :

"Le montant des avances de fonds à un comptable extraordinaire et des paiements de créances effectués par lui ne peut excéder ...".

Article 7.

A la fin de cet article, il y a lieu d'écrire "aux Chambres législatives".

La même observation vaut pour le second alinéa de l'article 12.

Article 9.

Le texte suivant est proposé :

"Article 9.

Peuvent être payés sans ordonnance, sur l'encaisse d'un comptable :

1° les frais judiciaires et extrajudiciaires ou d'huissier de justice, expert ou avocat;

2° les frais de poursuite ou d'instance en vue du recouvrement de sommes dues au Trésor;

3° les frais d'actes conservatoires en cas de déficit des comptables et les frais de signification des arrêts de la Cour des comptes;

4° les dépenses relatives aux successions en déshérence;

5° le prix d'achat d'immeubles adjugés à l'Etat, suite à une procédure en recouvrement de sommes dues au Trésor".

CHAPITRE IV: L'intitulé est inexact, il n'y a pas de dispositions transitoires; il suffit d'écrire : "Chapitre IV - Dispositions finales".

Article 13.

Le projet propose d'abroger :

1° l'article 17 et l'article 23, modifié par la loi du 23 février 1953, de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat;

2° l'article 14, alinéas 1er à 3 et 4, première phrase, et l'article 15 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes.

.../...

En procédant ainsi, le projet ne laisse subsister de l'article 14 de la loi du 29 octobre 1846 que la phrase "D'une manière générale, elle signale sans retard aux Chambres tout manquement aux lois du budget ainsi qu'aux articles 1er à 4 de la présente loi". Outre que cette disposition ainsi isolée commence par un article, il convient d'observer que les "articles 1er à 4 de la présente loi" ne visent pas des dispositions de la loi du 29 octobre 1846, mais des dispositions de la loi du 20 juillet 1921. De plus, les articles 1er et 2 de la loi du 20 juillet 1921 sont abrogés par la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, article 79, 3°, modifié par la loi du 31 décembre 1966, article 7.

Une solution consisterait à remplacer l'article 14 de la loi du 29 octobre 1846, modifié par la loi du 20 juillet 1921, par une nouvelle disposition qui reprendrait dans un texte clair la teneur de l'actuel article 14, alinéa 4, deuxième phrase.

Le texte suivant est proposé :

"Article 13.-

L'article 14 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes, modifié par la loi du 20 juillet 1921, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 14. La Cour des comptes signale sans retard aux Chambres législatives tout manquement aux lois de budget ainsi qu'aux articles 3 et 4 de la loi du 20 juillet 1921 instituant la comptabilité des dépenses engagées".

.../...

En sus des articles 17, 18 et 23 de la loi du 15 mai 1846, il y a lieu de prévoir l'abrogation des articles 15, alinéa 3, modifié par la loi du 14 décembre 1946, 24 et 55 de cette loi.

Article 14 du projet.

Au 1°, il y a lieu d'écrire : "modifier l'ordre et le numérotage ... (la suite comme au projet).

La rédaction suivante est proposée pour le 4° :

"4° établir le texte néerlandais des dispositions qui, reprises dans la coordination, sont antérieures à l'entrée en vigueur de la loi du 18 avril 1898 relative à l'emploi de la langue flamande dans les publications officielles".

Par ailleurs, l'article 80 de la loi du 28 juin 1963, devient sans objet et pourrait être abrogé.

Au surplus, il se recommande de soumettre la coordination, en ses deux textes, à l'approbation du législateur, pour assurer la sécurité juridique et conférer la même force obligatoire au texte français et au texte néerlandais.

Bij het ontwerp zijn de volgende opmerkingen te maken :

AANHEF.

Het advies van de Raad van State hoeft in de aanhef niet te worden vermeld daar het bij de memorie van toelichting moet worden gevoegd overeenkomstig artikel 3 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

ARTIKELEN.

Artikel 1.

Dit artikel bepaalt alleen :

"Deze wet is van toepassing op de uitgaven gedaan door de diensten van algemeen bestuur van de Staat".

Deze tekst is niet nauwkeurig genoeg om het toepassingsgebied van de ontwerp-wet juist af te bakenen.

A. Al duidt de term "diensten van algemeen bestuur van de Staat" ongetwijfeld op diensten die onder de rechtspersoon Staat ressorteren, toch kan hij, naar gelang van het geval, een min of meer ruime strekking hebben. Alleen de memorie van toelichting wijst erop dat de werkingssfeer van de ontwerp-wet beperkt is tot de diensten van algemeen bestuur van de Staat die bedoeld zijn in artikel 1, a, van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit en zich niet uistrekt tot

.../...

de Staatsbedrijven noch tot de Staatsdiensten met afzonderlijk beheer die onderscheidenlijk in b) en c) van hetzelfde artikel bedoeld zijn. Die verduidelijking zou in de tekst zelf van het artikel moeten worden gegeven.

B. Ook wordt alleen in de memorie van toelichting gezegd dat de ontwerp-wet de bijzondere wetsbepalingen die speciale regelen vaststellen voor het betalen van bepaalde uitgaven van diverse aard, in stand houdt.

Zo vermeldt de memorie van toelichting :

1) de artikelen 11, 13, 15 en 16 van het koninklijk besluit nr. 150 van 18 maart 1935 tot samenschakeling van de wetten betreffende de inrichting en de werking van de Deposito- en Consignatiekas en tot aanbrenging van wijzigingen daarin, krachtens de wet van 31 juli 1934, bekrachtigd door de wet van 4 mei 1936;

2) artikel 9 van de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemenen nutte;

3) de artikelen 52 en 53 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs in de Rijksuniversiteiten.

Andere speciale regelen zijn onder meer bepaald in : I) artikel 1, tweede lid, II) artikel 15, derde lid, III) artikel 16, zesde tot negende lid van de wet van 15 mei 1846 op de Rijkscomptabiliteit, zoals zij gewijzigd is door de wet van 14 december 1946.

.../...

Naar de gemachtigde ambtenaren hebben verklaard, stelt de Regering bewust in het ontwerp geen wijzigingen van de bijzondere bepalingen voor. De Regering ziet het zo, dat die bepalingen na de aanneming van de ontwerp-wet moeten blijven voortbestaan tot een afzonderlijke wet ze aan de nieuwe behoeften aanpast.

Uit dit alles blijkt dat er gemis van overeenstemming is tussen de memorie van toelichting en de tekst van de ontwerp-wet.

Ook de tweede beperking van de werkingssfeer van het ontwerp, die in de memorie van toelichting aangegeven is, zou in de tekst zelf van artikel 1 moeten worden opgenomen.

*

Als slotsom van de hiervoren gemaakte opmerkingen wordt voor artikel 1 de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 1.-

Behoudens bijzondere wetsbepalingen die alleen gelden voor het betalen van bepaalde uitgaven, is deze wet van toepassing op de diensten van algemeen bestuur van de Staat, bedoeld in artikel 1, a, van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit".

Artikel 3.

Volgens de inlichtingen die aan de Raad van State zijn verstrekt, moet het tweede lid van dit artikel als volgt worden gelezen :

.../...

"Zelfs nadat een visum is verleend overeenkomstig het eerste lid, 2 en 3, kan het Rekenhof eisen dat elke nieuwe uitgave aan zijn voorafgaand visum wordt onderworpen als het meent zijn controle vóór de betaling te moeten uitoefenen".

De memorie van toelichting behoort dienovereenkomstig te worden gewijzigd.

Artikel 5.

Het artikel voorziet in de mogelijkheid om een kredietopening toe te staan aan een "gedelegeerde" ambtenaar die gemachtigd zal zijn om uitgaven te ordonnanceren ten bezware van het krediet dat in die vorm te zijner beschikking is gesteld.

In de alinea's 3 tot 5 handelt het artikel over het geval dat "de op geopende kredieten verrichte betalingen niet verantwoord zijn binnen de termijn vastgesteld in het tweede lid", dat is in de loop van de maand volgend op die van de ordonnancering van de uitgave. De genoemde bepalingen machtigen het Rekenhof tot het nemen van administratieve maatregelen. Zij machtigen het ook om "sancties" te treffen tegenover "de gedelegeerde ambtenaar die ten achter is met zijn verantwoording".

De alinea's 3 tot 5 van het artikel bepalen immers :

.../...

"Wanneer de op geopende kredieten verrichte betalingen niet verantwoord zijn binnen de termijn vastgesteld in het tweede lid van dit artikel, kan het Rekenhof, na een waarschuwing, weigeren zijn visum te verlenen aan nieuwe ordonnanties van kredietopening ten voordele van de gedelegeerde ambtenaar die ten achter is met zijn verantwoording.

Het kan ambtshalve overlegging bevelen van deze verantwoordingen en tegenover de verantwoordelijke gedelegeerde ambtenaar dezelfde sancties treffen als die welke bij de wet zijn bepaald ten opzichte van de rekenplichtigen van de Staat, die ten achter zijn met het afleggen van hun rekeningen.

De terzake door het Rekenhof gewezen arresten worden uitgesproken volgens de procedure die geldt voor die rekenplichtigen".

*

Waar artikel 3, vierde lid, van het ontwerp bepaalt dat het Rekenhof "tegenover de verantwoordelijke gedelegeerde ambtenaar dezelfde sancties kan treffen als die welke bij de wet zijn bepaald ten opzichte van de rekenplichtigen van de Staat die ten achter zijn met het afleggen van hun rekeningen", verwijst het naar artikel 8 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof.

.../...

Dat artikel 8 luidt als volgt :

"Artikel 8.-

Het Hof spreekt tegen ten achteren zijnde rekenplichtigen, na hen gehoord, althans behoorlijk opgeroepen te hebben, een boete uit, die de helft van hun wedde, percentsloon of vergoedingen niet mag te boven gaan; het kan ook hun afzetting of schorsing uitlokken, wanneer daartoe aanleiding bestaat.

Tegen hen die geen wedde, percentsloon of vergoeding genieten, kan het een boete van ten hoogste tweeduizend frank uitspreken.

Artikel 5, vierde lid, van het ontwerp geeft het Rekenhof dus de bevoegdheid om aan de gemachtigde ambtenaar aan wie een kredietopening is toegestaan en die ten achteren is met de verantwoording van betalingen, tweeërlei sancties op te leggen : 1°) een boete; 2°) schorsing of afzetting.

I. De grondwettigheid van bepalingen die aan het Rekenhof rechtsprekende bevoegdheid verlenen is reeds aan de orde geweest bij de behandeling van het ontwerp, dat de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof geworden is. (Hand. - zitting 1845-1846, vergadering van 11 maart 1846, blz. 940 e.v.; Ph. QUERTAINMONT. "La Cour des Comptes et sa mission juridictionnelle", nrs 47 tot 68, met tal van aanhalingen uit de rechtsleer, Brussel, Bruylant, 1977). De wetgever heeft grondwettig geacht de bepalingen krachtens welke alleen het Rekenhof tot taak heeft bij arrest uitspraak te doen over de rekeningen van de rekenplichtigen, alsook de bepalingen krachtens welke het Hof hun sancties kan opleggen. Ten gunste van die oplossing werd hoofdzakelijk aangevoerd dat die opdrachten besloten liggen in de

.../...

taken welke artikel 116 van de Grondwet inzake Rijkscomptabiliteit aan het Hof heeft opgedragen.

Krachtens de wet van 20 juli 1921 tot instelling van de boekhouding der betaalbaar gestelde kredieten moeten ook "rekening en verantwoording geven aan het Rekenhof", "de ordonnateurs, door de minister afgevaardigd voor het uitvoeren van de begroting". Het Rekenhof kan die ordonnateurs veroordelen tot het vergoeden van de schade die zij aan de Staatskas berokkend hebben door "betaalbaarstellingen van kredieten, waartoe zij zich verbonden hebben in strijd met enige wetsbepaling". (Artikel 18 van de wet van 15 mei 1846, gewijzigd bij de aangehaalde wet van 20 juli 1921). Bovendien kan het Rekenhof aan die ordonnateurs een boete opleggen die de helft van hun wedde niet mag te boven gaan én, wanneer daartoe aanleiding bestaat, hun schorsing of afzetting uitlokken (Artikel 9bis in de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof ingevoegd door artikel 9 van de aangehaalde wet van 20 juli 1921).

Met het vierde lid, dat de wijzigingswet van 31 december 1966 in artikel 26 van de wet van 28 juni 1963 heeft ingevoegd, heeft de wetgever het Rekenhof gemachtigd om de in artikel 8 van de wet van 29 oktober 1846 bepaalde sancties toe te passen op de "controleurs van de vastleggingen" die de staten, waarvan de overlegging aan het Rekenhof door de wet is voorgeschreven, niet binnen de gestelde termijn hebben overgezonden.

Blijkens de aangehaalde bepalingen vat de wetgever artikel 116 van de Grondwet zo op, dat het aan het Rekenhof zeer ruime rechtsprekende bevoegdheid laat, niet alleen ten opzichte van de echte rekenplichtigen maar ook ten aanzien van

.../...

andere ambtenaren die ambtsbevoegdheden inzake overheids-comptabiliteit hebben; dat kan rechtspreken zijn, niet alleen met betrekking tot het afleggen van rekening en verantwoording, maar ook ten aanzien van andere verrichtingen in verband met de vastlegging en betaling van de uitgaven van de Staat.

II. Artikel 5, vijfde lid, van het ontwerp onderwerpt het onderzoek door het Rekenhof van de gedingen betreffende de in het eerste lid van hetzelfde artikel bedoelde gemachtigde ambtenaren aan de "procedure die geldt voor (de ten achteren zijnde) rekenplichtigen".

Het ontwerp verwijst zodoende onbetwistbaar naar artikel 8 en naar artikel 9 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, welke thans de enige bepalingen zijn die de voor het Rekenhof zelf te volgen procedure vaststellen.

Artikel 8 stelt dat de "ten achteren zijnde rekenplichtigen" "gehoord, althans behoorlijk opgeroepen" moeten worden. Het brengt hiermede gewoon het algemeen beginsel dat de rechten van de verdediging geëerbiedigd moeten worden in herinnering, zonder zelf een procedure te organiseren om dat algemeen beginsel te verwerkelijken. De wet laat het dus aan het Hof over om voor elke zaak de te volgen procedure te bepalen : het hoeft geen betoog dat het Hof de ter zake geldende algemene rechtsbeginselen moet eerbiedigen.

Artikel 9 van de wet van 29 oktober 1846 bepaalt : "De veroordeling tot boete wordt uitgesproken op vordering van de jongste raadsheer, optredend als openbaar ministerie". Dat artikel 9 vindt geen toepassing vóór een arrest tot afzetting of schorsing.

.../...

III. Naar aan de Raad van State is verklaard, overweegt de Regering de in het ontwerp bedoelde gemachtigde ordonnateurs gelegenheid te geven om het in artikel 13 van de wet van 29 oktober 1846 bedoelde cassatieberoep in te stellen.

Dit zou in de tekst zelf moeten worden gepreciseerd.

*
* *

Met inachtneming van hetgeen hiervoren is opgemerkt, zou artikel 5 als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 5.-

§ 1. Een kredietopening kan aan een gemachtigde ambtenaar worden toegestaan door middel van een ordonnantie die aan het voorafgaand visum van het Rekenhof onderworpen wordt.

Voor de verrichte betalingen worden regularisatie-ordonnanties opgemaakt waarbij de bewijsstukken worden gevoegd. Binnen de maand volgend op die waarin de uitgave is geordonnanceerd, worden de ordonnanties en de bewijsstukken aan het Rekenhof gezonden om aan het visum van het Hof te worden onderworpen.

§ 2. Wanneer een gemachtigde ambtenaar betalingen die hij op een kredietopening heeft verricht, niet verantwoord heeft binnen de termijn bepaald in § 1, tweede lid, kan het Rekenhof, na waarschuwing, beslissen zijn visum te weigeren voor iedere nieuwe ordonnantie tot opening van een krediet voor die ambtenaar. Het Rekenhof kan deze laatste ambtshalve bevelen het bewijs van de betalingen over te leggen.

.../...

In het geval bedoeld in het eerste lid, kan het Rekenhof bovendien aan de gemachtigde ambtenaar de sancties opleggen die voor ten achteren zijnde rekenplichtigen bepaald zijn in artikel 8 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof. De te volgen procedure is die welke bepaald is in de artikelen 8 en 9 van die wet. Artikel 13 van dezelfde wet is van toepassing op de arresten van het Rekenhof".

Artikel 6.

Met goedvinden van de gemachtigde van de Regering wordt voorgesteld het tweede lid van dit artikel als volgt te lezen :

"Het bedrag van de geldvoorschotten die aan een buitengewone rekenplichtige worden verleend en van de betalingen van schuldvorderingen die door hen worden verricht, mag het door de Koning op voorstel van de bevoegde Minister en van de Minister van Financiën vastgestelde bedrag niet overschrijden".

Artikel 7.

Het tweede lid van dit artikel dient als volgt te worden gelezen :

"In dat geval verstrekt het Hof zijn visum onder voorbehoud en deelt het dadelijk aan de Wetgevende Kamers de redenen van zijn weigering mee".

.../...

Ook in het tweede lid van artikel 12 moet het woord "Wetgever" door "Wetgevende Kamers" worden vervangen.

Artikel 9.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 9.

Zonder ordonnantie mogen uit de kasvoorraad van een rekenplichtige worden betaald :

1° de gerechtelijke en buitengerechtelijke kosten of kosten van gerechtsdeurwaarder, deskundige of advocaat;

2° de kosten van vervolging of geding tot verhaal van aan de Staatskas verschuldigde geldsommen;

3° de kosten van handelingen tot bewaring in geval van tekort van de rekenplichtigen en de kosten voor betekening van de arresten van het Rekenhof;

4° de uitgaven betreffende heerloze nalatenschappen;

5° de prijs voor aankoop van onroerende goederen die aan de Staat zijn toegewezen ingevolge een procedure tot verhaal van aan de Staatskas verschuldigde geldsommen".

HOOFDSTUK IV : Het opschrift is niet juist : er zijn geen overgangsbepalingen. Het is voldoende te schrijven : "Hoofdstuk IV Slotbepalingen".

.../...

Artikel 13.

Het ontwerp stelt de opheffing voor van :

1° artikel 17 en artikel 23, gewijzigd bij de wet van 23 februari 1953, van de wet van 15 mei 1846 op de Rijkscomptabiliteit;

2° artikel 14, alinea's 1 tot 3 en 4, eerste volzin, en artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof.

Zodoende laat het ontwerp in artikel 14 van de wet van 29 oktober 1846 alleen de volgende volzin bestaan : "D'une manière générale, elle signale sans retard aux Chambres tout manquement aux lois du budget ainsi qu'aux articles 1er à 4 de la présente loi". Behalve dat die losstaande bepaling dan met een artikel begint, valt op te merken dat met de woorden "articles 1er à 4 de la présente loi" geen bepalingen van de wet van 29 oktober 1846 maar bepalingen van de wet van 20 juli 1921 worden bedoeld. Bovendien zijn de artikelen 1 en 2 van de wet van 20 juli 1921 opgeheven door de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, artikel 79, 3°, gewijzigd bij de wet van 31 december 1966, artikel 7.

Een oplossing zou erin bestaan het bij de wet van 20 juli 1921 gewijzigde artikel 14 van de wet van 29 oktober 1846 te vervangen door een nieuwe bepaling die de inhoud van het huidige artikel 14, vierde lid, tweede volzin, duidelijk zou verwoorden.

.../...

Voorgesteld wordt :

"Artikel 13.-

Artikel 14 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1921, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 14 Het Rekenhof brengt elke overtreding van de begrotingswetten, alsmede van de artikelen 3 en 4 van de wet van 20 juli 1921 tot instelling van de boekhouding der betaalbaar gestelde kredieten, zonder verwijl ter kennis van de Wetgevende Kamers".

In de wet van 15 mei 1846 moeten niet alleen de artikelen 17, 18 en 23 worden opgeheven, maar ook de artikelen 15, derde lid, gewijzigd bij de wet van 14 december 1946, 24 en 55.

Artikel 14 van het ontwerp.

In de Franse tekst onder 1° dient te worden gelezen : "modifier l'ordre et le numérotage ..." (voorts zoals in het ontwerp).

Het 4° leze men als volgt :

"4° de Nederlandse tekst vaststellen van de bepalingen die opgenomen zijn in de coördinatie en die tot stand gekomen zijn vóór de inwerkingtreding van de wet van 18 april 1898 betreffende het gebruik der Vlaamse taal in de officiële bekendmakingen".

.../...

Anderzijds wordt artikel 80 van de wet van 28 juni 1963 overbodig; het kan worden opgeheven.

Ook verdient het aanbeveling de coördinatie, in haar beide versies, ter goedkeuring aan de wetgever voor te leggen én terwille van de rechtszekerheid én opdat beide versies gelijkelijk bindend zouden zijn.

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,

C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. E. FALMAGNE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. FALMAGNE, auditeur

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.